



PREFET DE LA REUNION

Saint Denis, le 13 décembre 2017

A R R E T E N° 2719 du 13/12/2017/SPRINR/UER
Portant renouvellement d'autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement,
à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

AUTO-ECOLE
"STARTER"

LE PREFET DE LA REUNION
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-8 et R.213-1 à R.223-6 ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° EQUS0100026A du 8 janvier 2001 modifié, relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu** la demande de renouvellement d'agrément présentée le 11 décembre 2017, par Monsieur BARET Alain, Joseph, gérant de l'auto-école "STARTER", en vue d'être autorisé à exploiter un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 62 Rue de la Pente Nicole 97421 LA RIVIERE SAINT LOUIS sous l'enseigne auto-école « STARTER »
- Vu** la décision n° 2017/07/12 DIR 55 du 13/07/2017 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion (DEAL) ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires prévues à l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé ;

Sur proposition du délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, chef de l'unité éducation routière ;

ARRETE

Article 1^{er} – Monsieur BARET Alain, Joseph est autorisé à exploiter un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

- Sous le numéro : **E 12 974 0007 0**
- Dénommé auto-école : **STARTER**
- Situé : **62 Rue de la Pente Nicole 97421 LA RIVIERE SAINT LOUIS**

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 – En cas d’extension, la validité quinquennale de l’agrément d’origine n’est pas remise en cause. Sur demande de l’exploitant présentée deux mois avant la date d’expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l’établissement remplit toutes les conditions requises.

Article 4 – L’établissement est habilité, au vu des autorisations d’enseigner fournies, à dispenser les formations aux permis de conduire des catégories suivantes : ****

Article 5 – Le présent agrément n’est valable que pour l’exploitation d’un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l’application des prescriptions de l’arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 6 – Pour tout changement d’adresse du local d’activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d’agrément d’exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 7 – Pour toute transformation du local d’activité, tout abandon ou toute extension d’une formation, l’exploitant(e) est tenu(e) d’adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 8 – L’agrément peut-être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l’arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 – Lors de la fermeture de l’établissement pour quelque raison que ce soit, les dossiers de demande de permis de conduire dont l’établissement est en possession doivent être impérativement remis aux services préfectoraux dans le mois suivant la fermeture.

Article 10 – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l’enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l’arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s’adressant DEAL – St Denis.

Article 11 – L’arrêté n° 2012-57 SPRINR-CER du 06 décembre 2012 est abrogé.

Article 12 – Le délégué principal au permis de conduire et à l’éducation routière, chef de l’unité éducation routière est chargé, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

**Pour le Préfet,
Le délégué principal au permis de
conduire et à la sécurité routière
Chef de l’unité éducation routière**

Hervé DELAIRE